



Astérior

Philosophie, histoire des idées, pensée politique
Lectures et discussions

Thomas Berns, *La guerre des philosophes*

Paris, PUF, 2019, 336 p., 21 €

Alberto Fabris



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/asterion/5555>
ISSN : 1762-6110

Éditeur

ENS Éditions

Ce document vous est offert par Johns Hopkins University



Référence électronique

Alberto Fabris, « Thomas Berns, *La guerre des philosophes* », *Astérior* [En ligne], Lectures et discussions, 2021, mis en ligne le 20 mai 2021, consulté le 09 septembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/asterion/5555>

Ce document a été généré automatiquement le 9 septembre 2021.



Astérior est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Thomas Berns, *La guerre des philosophes*

Paris, PUF, 2019, 336 p., 21 €

Alberto Fabris

RÉFÉRENCE

Thomas Berns, *La guerre des philosophes*, Paris, PUF, 2019, 336 p., 21 €

- 1 Suite idéale de ses travaux sur la violence dans le politique, la souveraineté et la gouvernementalité¹, *La guerre des philosophes* prolonge les recherches de Thomas Berns sur le refoulement du conflit à l'œuvre dans la pensée politique moderne. En déplaçant sa perspective en dehors de la cité (même s'il y fait constamment retour), T. Berns s'interroge sur la spécificité du phénomène guerrier comme objet d'appréhension et de discours philosophiques. Comme l'auteur le revendique dès son introduction, son travail laisse délibérément de côté les autres discours possibles sur le phénomène guerrier (et, comme nous verrons, la guerre *en tant que telle*) pour ne l'aborder que d'un point de vue philosophique. Cela constitue précisément le défi du livre car, tout en précisant que la guerre hante la réflexion philosophique depuis toujours, T. Berns conclut qu'elle lui échappe constamment et que, au fond, elle n'est saisie qu'à travers des gestes qui finissent par en altérer irrémédiablement la spécificité. Si donc la philosophie parle constamment de la guerre, *en réalité*, elle n'en parle jamais.
- 2 *La guerre des philosophes* se présente ainsi comme une histoire de la philosophie (de Platon à la pensée française post-nietzschéenne) à partir du questionnement sur la guerre mais, plus encore, comme une analyse des stratégies discursives et spéculatives mises en place pour s'en emparer. Le parcours proposé s'avère très conséquent et permet à l'auteur de démontrer que, au-delà des contextes et de différences spéculatives souvent radicales, quand il s'agit de penser la guerre, les philosophes mettent en place un répertoire assez constant de stratégies qui se heurtent à la résistance de cet objet à être capturé par leur discours. En d'autres termes, malgré

l'importance capitale du conflit – autour duquel s'organisent de nombreux systèmes comme celui de Hobbes –, la philosophie semble capable d'en parler seulement « en recouvrant, en éloignant, en étouffant, voire en neutralisant la conflictualité située au cœur de la guerre » (p. 7). T. Berns nous invite donc à questionner le discours philosophique sur la guerre en parallèle avec la tentative d'éradiquer la conflictualité du champ du politique qui « se constitue au rythme de cet éloignement ou cette neutralisation de la question de la guerre » (p. 7). Si toute pratique philosophique semble en quelque sorte isoler et « intellectualiser » l'objet de son discours, le fait guerrier échappe pour l'essentiel à ce type de questionnement (et moins, ou de manière différente, à d'autres) avec des conséquences tangibles sur le plan politique. C'est une conflictualité indistincte et généralisée – très loin donc de la réalité du fait guerrier, de son ordre, de ses pratiques, de ses hiérarchies et de sa politique, mais aussi de sa violence et de ses victimes – qui doit être expulsée de la cité et qui continue néanmoins de la hanter, tout en justifiant son ordre. Questionner la spécificité de l'approche philosophique de la guerre permet à l'auteur de révéler qu'elle (ou mieux, l'objet issu de son traitement philosophique) se constitue comme ligne de frontière entre *intus* et *extra* (de la politique, de la cité et de l'humanité), ordre et désordre, mais pour devenir ainsi un espace nécessaire de communication et de reconnaissance aussi bien qu'un moyen pour réaliser les fins de l'Histoire. Dans son élaboration philosophique, la guerre exacerbe ainsi son caractère liminaire et devient la ligne de faille qui « débouche essentiellement sur une disparité [...] et non sur une réconciliation : ce serait là le vrai scandale de la guerre, ce qui justifie qu'elle reste toujours nécessairement "hors" de la cité » (p. 9). Polarité radicale, asymétrie inconciliable, la guerre menace l'unité de la *polis* tout comme le déploiement de la philosophie, si l'on fait d'elle « un mode contemplatif qui tend vers l'identité à soi de l'idée ou de la chose » (p. 10).

- 3 Malgré les perspectives fort différentes des nombreuses pratiques philosophiques examinées, T. Berns repère trois constantes qui se succèdent dans les tentatives d'appréhension conceptuelle de la guerre : généralisation, réflexion par analogie et exacerbation. La réalité guerrière serait ainsi écartée par des gestes qui réduisent tout à la manifestation d'une polémique coïncidant avec le réel, reconduite à d'autres formes analogiques de conflit (de l'âme envers le corps, conflit de facultés, conflit interétatique à son tour pensé sur le modèle d'une lutte d'individus dans l'état de nature), ou bien exaspérée à travers la figure d'une guerre totale et réfractaire à toute forme d'ordre. Ces gestes, qui ne sont pas mutuellement exclusifs, s'ouvrent sur des pratiques concrètes analysées dans l'ouvrage : les théories de la guerre juste, si cette dernière est menée contre des peuples barbares ou ennemis en vertu d'une infériorité naturelle ou morale – expulsée donc hors de l'horizon de la cité grecque (étendue parfois à la « nation » grecque) ou de la *respublica christiana* ; l'assomption par la philosophie du formalisme juridique – fondé sur l'évacuation de la notion d'un ennemi injuste – inscrivant, tout au long de la modernité, la guerre dans le registre des relations internationales ; le geste parallèle – la guerre affectée à la sphère des relations entre des États souverains juridiquement égaux – consistant à dépasser le conflit de façon spontanée, grâce au commerce, d'idées comme de marchandises. Cet aspect occupe une place importante dans le livre et, à travers un répertoire d'ouvrages qui va du *Mercator sapiens* de Caspar Barlaeus aux traités d'économie politique de Jean-François Melon et Antonio Genovesi, et jusqu'à *L'Esprit des lois* de Montesquieu, permet à l'auteur de montrer la formation du cosmopolitisme de la République des Lettres et des Lumières autour de l'idéal du « commerce » (et de sa similitude à la philosophie).

- 4 Toujours présente, mais toujours plus éloignée, désamorcée, intellectualisée, comme dans le *Droit des gens* de Emer de Vattel qui rêve d'une guerre en cours sans conséquence pour la population civile, libre de poursuivre ses commerces et de vivre substantiellement en paix, « la guerre moderne, entendue comme relation entre des États, semble aussi se dérouler hors de la vie de ceux-ci, dans un espace abstrait et extérieur aux États, hors de tout territoire spécifique, sinon en quelque sorte par accident, parce que la vie réelle n'est pas à la hauteur du droit des gens ! » (p. 169). De la peinture de Velázquez (*La rendición de Breda*) au *Droit des gens* de Vattel, l'auteur interroge, à travers de nombreux exemples, l'autoreprésentation européenne d'une guerre apprivoisée à travers son étatisation et sa juridicisation. L'éviction de la catégorie d'ennemi injuste et de toute prétention de fonder la guerre juste sur l'asymétrie morale entre les belligérants permet ainsi au droit des gens moderne de bâtir une véritable « civilisation de la guerre » (p. 168) sur la régulation du conflit « par sa seule reprise dans le vocabulaire du droit telle qu'ouverte par son étatisation » (p. 169). Cependant, comme T. Berns le montre à travers la contre-lecture du *Nomos de la Terre* qu'il propose, la purification (idéale) du conflit de tout aspect qui en fait une relation de violence – permettant à Vattel d'abstraire la vie économique et morale des citoyens du conflit en cours – va de pair avec la disponibilité d'un espace de non-application du droit de guerre : l'espace extraeuropéen et colonisable. Du reste, comme l'auteur l'indique à propos d'Hugo Grotius et de Francisco de Vitoria, le passage du *jus ad bellum* médiéval (axé sur le concept d'intention droite) au *jus in bello* moderne (fondé sur la crise de l'universalisme médiéval, la reconnaissance de la souveraineté des États et l'attention au *debitus modus* d'engager la guerre) n'exclut pas la présence, à ses marges, d'« ennemis perpétuels » comme les colonisés, les Sarrasins ou les pirates. Ici, le travail de T. Berns semble rencontrer idéalement les dernières recherches de David Graeber, consacrées aux flibustiers et aux femmes marchands, bref, à ces « *communes hostes omnium* » qui, entre le XVII^e et le XVIII^e siècle, troublaient le *jus communicationis* à la base du capitalisme marchand.
- 5 De Francisco de Vitoria jusqu'au XIX^e siècle, en passant par le projet kantien d'une paix perpétuelle, la modernité se construit autour de la souveraineté étatique et relègue le conflit aux seules relations internationales, animées toutefois par la conviction, inhérente à l'économie politique, que « l'intérêt rend tout le monde paisible » (Giovanni Botero, cité p. 174). La paix donc, « et la possibilité d'un discours sur celle-ci à l'échelle de l'humanité ne peu[vent] se concevoir qu'en dehors, voire même à l'abri, de ce qui semble représenter l'incontestable cœur de l'action politique [...], à savoir l'État souverain, seul titulaire de la puissance politique » (p. 218). Nous sommes donc à l'opposé du discours machiavélien, capable d'ancrer le caractère expansif de la liberté (toujours liberté du plus grand nombre) dans le conflit interne et dans une puissance externe conséquente.
- 6 Parmi les nombreux auteurs considérés dans l'ouvrage, l'« exception machiavélienne » occupe une place remarquable. T. Berns reconstruit l'originalité de la pensée du Florentin et sa spécificité d'« historien de la philosophie » (il confronte la relecture machiavélienne du conflit dans la *civitas* romaine aux pages d'Hannah Arendt) pour reconnaître en lui l'un de seuls penseurs de la guerre. À l'inverse de l'étouffement du conflit intérieur (et de la politique du secret) dessiné par les théoriciens de la raison d'État, Machiavel amène la guerre *dans* la cité – et donc aussi hors de la cité –, rendant poreuses, à travers l'idée d'une citoyenneté armée, les barrières infranchissables des

murs et des polarités propres à la pensée politique. T. Berns insiste sur l'irréductibilité de la pensée de Machiavel aux formalismes du moderne, mais aussi à toute forme de substantialisme ou d'idéalisme, et situe le Secrétaire au cœur de la conjoncture en faisant de lui un véritable penseur de la relation. On est alors tenté d'emprunter le chemin inverse, jusqu'à l'atomisme de Lucrece, pour voir si les traces du conflit qu'on retrouve dans les vers du *De rerum natura* échappent aux formes de neutralisation décrites dans *La guerre des philosophes*.

- 7 Pour montrer des chemins alternatifs à ceux de la philosophie, l'auteur se concentre en revanche sur le discours des historiens, notamment Hérodote, Thucydide, Xénophon et Tite-Live. À l'abri de la neutralisation et de l'expulsion de la guerre en dehors du périmètre de la *polis* (et donc de la politique), ce sont eux qui rendent visibles les *résidus* du discours philosophique. Le refoulement de la guerre hors de l'espace civique opéré par la philosophie coïncide en effet avec la dépolitisation des relations subordonnées et conflictuelles, qui se trouvent ainsi refoulées dans la sphère domestique (les femmes, les esclaves) ou dans la catégorie de l'*hostis communis*, l'ennemi commun au genre humain (le pirate, l'infidèle, l'ennemi naturel, l'État voyou). C'est en prenant au sérieux ce résidu impensé dans des gestes philosophiques incapables de se confronter à la guerre *en tant que telle*, à sa violence mais aussi à sa nature politique, que T. Berns nous invite à questionner la conceptualité politique moderne à partir de la région liminaire et poreuse qui sépare l'*intra* et l'*extra* de la cité. À, pour ainsi dire, « penser dans la grisaille ».

NOTES

1. Voir, entre autres, T. Berns, *Violence de la loi à la Renaissance : l'originaire du politique chez Machiavel et Montaigne*, Paris, Kimé, 2000 ; Id., *Souveraineté, droit et gouvernementalité : lectures du politique moderne à partir de Bodin*, Paris, Léo Scheer, 2005 ; Id., *Gouverner sans gouverner : une archéologie politique de la statistique*, Paris, PUF, 2009.

AUTEURS

ALBERTO FABRIS

ENS de Lyon, Johns Hopkins University